

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

(Non Vérifié)

Pour les périodes de trois et six mois
terminées le 30 septembre 2018

Canada



canadian museum of nature
nature
musée canadien de la nature

TABLE DES MATIÈRES

Attestation des cadres supérieurs.....	3
États financiers.....	4
Rapport de gestion.....	18
Analyse des risques.....	20

ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Margaret Beckel
Présidente-directrice générale

Ikram Zouari, CPA, CGA
Chef de la direction financière et Directrice des finances

Ottawa, Canada
Le 7 novembre 2018

État de la situation financière (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 septembre 2018	31 mars 2018
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 282	15 076
Trésorerie affectée	150	190
Placements affectés	1 500	1 500
Créances		
Clients	348	914
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	112	250
Stocks	148	44
Frais payés d'avance	652	1 221
	19 192	19 195
Collections	1	1
Avances des employés	532	538
Placements affectés	1 500	1 500
Placements	1 000	1 000
Immobilisations (note 3)	179 797	183 446
	202 022	205 680
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	1 916	5 478
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	1 886	971
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	1 013	964
Produits, apports et crédits parlementaires reportés (note 5)	6 200	4 908
Avantages sociaux futurs	233	242
	11 248	12 563
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	24 488	25 008
Financement des immobilisations reporté (note 6)	166 396	169 522
Avantages sociaux futurs	2 741	2 741
	204 873	209 834
Déficit accumulé		
Non affecté	9 249	7 894
Investissement en immobilisations (note 7)	(12 100)	(12 048)
	(2 851)	(4 154)
	202 022	205 680

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des résultats pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre (Non vérifié)

(en milliers de dollars)	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits				
Droits d'entrée et des programmes (note 9)	1 417	1 316	2 465	2 447
Opérations auxiliaires (note 10)	568	558	1 128	1 059
Apports (note 11)	448	353	912	848
Intérêts	84	47	137	106
Divers	152	162	332	319
	2 669	2 436	4 974	4 779
Charges (note 13)				
Inspiration et engagement	2 852	2 653	5 775	5 184
Entretien et accessibilité des collections	814	867	1 539	1 268
Recherche et découverte	1 034	885	2 190	1 991
Services de soutien interne	1 277	949	2 621	2 078
Édifices et terrains	4 517	4 577	8 785	8 846
	10 494	9 931	20 910	19 367
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(7 825)	(7 495)	(15 936)	(14 588)
Crédits parlementaires (note 8)	8 851	8 253	17 239	16 515
Résultats d'exploitation nets	1 026	758	1 303	1 927

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution du déficit accumulé (Non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre

(en milliers de dollars)	investi en		2018	2017
	Non affecté	immobilisations		
Déficit accumulé au début de la période	8 199	(12 076)	(3 877)	(5 187)
Résultats d'exploitation nets	1,026	-	1,026	758
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	24	(24)	-	-
Déficit accumulé à la fin de la période	9 249	(12 100)	(2 851)	(4 429)

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre

(en milliers de dollars)	investi en		2018	2017
	Non affecté	immobilisations		
Déficit accumulé au début de la période	7 894	(12 048)	(4 154)	(6 356)
Résultats d'exploitation nets	1 303	-	1 303	1 927
Variation nette dans l'investissement en immobilisations (note 7)	52	(52)	-	-
Déficit accumulé à la fin de la période	9 249	(12 100)	(2 851)	(4 429)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Un état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté puisqu'il n'y a pas de gains ni de pertes de réévaluation.

État des flux de trésorerie pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre
(Non vérifié)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Activités de fonctionnement				
Encaissements - clients et donateurs	2 064	2 318	4 225	4 090
Encaissements - crédits parlementaires	7 454	6 611	14 220	13 551
Décaissements - personnels	(3 874)	(3 597)	(7 606)	(7 209)
Décaissements - fournisseurs	(3 732)	(4 902)	(8 397)	(8 395)
Intérêts reçus	84	68	137	139
Intérêts payés	(637)	(659)	(1 280)	(1 324)
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités de fonctionnement	1 359	(161)	1 299	852
Activités en immobilisations				
Acquisition d'immobilisations	(689)	(1 277)	(1 802)	(3 955)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités en immobilisations	(689)	(1 277)	(1 802)	(3 955)
Activités d'investissement				
Acquisition des placements affectés	-	-	-	(3 000)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	-	-	-	(3 000)
Activités de financement				
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(238)	(215)	(471)	(426)
Crédits parlementaires reçus pour l'achat d'immobilisations	1 070	1 518	2 140	3 036
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	832	1 303	1 669	2 610
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de la trésorerie affectée	1 502	(135)	1 166	(3 493)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	14 796	13 762	15 076	14 190
Trésorerie affectée au début de la période	134	520	190	3 450
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	16 432	14 147	16 432	14 147
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	16 282	13 649	16 282	13 649
Trésorerie affectée à la fin de la période	150	498	150	498
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	16 432	14 147	16 432	14 147

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2018 (Non vérifié)

1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées*, le 1^{er} juillet 1990. Il s'agit d'une société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et qui n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Société est classée comme organisme sans but lucratif (OSBL) du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature et des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est indiquée ci-dessous :

- **Inspiration et engagement**
La Société élabore et entretient des expositions, des programmes, le site internet nature.ca, des publications électroniques et imprimées, des activités de génération de produits et d'autres activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.
- **Entretien et accessibilité des collections**
La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature.
- **Recherche et découverte**
La Société explore le passé et aide les Canadiens à préparer l'avenir grâce à des activités de recherche appliquée et systématique ainsi qu'à l'établissement et à la sauvegarde de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux.
- **Services de soutien interne**
La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de responsabilisation et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat, y compris la gouvernance, l'orientation stratégique, les services intégrés, la mesure du rendement de la Société et les rapports au Parlement.
- **Édifices et terrains**
La Société fournit des installations sécuritaires et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences de sécurité et des codes du bâtiment, notamment l'Édifice commémoratif Victoria rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat de la Société.

2. Principales conventions comptables

A) Méthode de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public (NCSP) du Canada et reflètent l'application des normes de la Section 4200 relatives aux OSBL.

B) Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations entre entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont mesurées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- i) Les opérations interentités sont mesurées à la valeur de l'échange lorsqu'elles sont entreprises selon des modalités semblables à celles adoptées si les entités avaient agi dans des conditions de pleine concurrence ou lorsque les coûts fournis sont recouverts.

- ii) Les biens ou services échangés gratuitement entre entités sous contrôle commun représentent des coûts non attribués qui ne sont pas recouverts par le bénéficiaire et ne sont pas comptabilisés par la Société.

Les services reçus gratuitement par la Société comprennent les services de vérification du Bureau du vérificateur général du Canada et les services de pension de Services publics et Approvisionnement Canada.

C) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux NCSP, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations et la juste valeur marchande des spécimens cédés aux collections. Les montants réels pourraient différer de façon significative des estimations. Ces dernières sont revues annuellement et les rajustements, s'ils s'avèrent nécessaires, seront constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

D) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé au moyen de la méthode du coût pondéré moyen, et la valeur de réalisation nette est fondée sur le prix de détail.

E) Collections

La Société détient et conserve une collection inestimable d'objets d'histoire naturelle au bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Ces collections figurent à l'état de la situation financière comme un élément d'actif comptabilisé à la valeur nominale de 1 000 \$ étant donné la difficulté à déterminer une valeur appropriée pour ces actifs. Les spécimens achetés pour les collections sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

F) Immobilisations

- Les immobilisations sont comptabilisées au coût, y compris le matériel, l'équipement et les autres charges destinés à la conception et au développement d'expositions permanentes.
- Les immobilisations inscrites comme locations-acquisitions sont initialement comptabilisées selon la valeur actualisée des paiements minimaux de loyer au début du bail.
- Les terrains et l'édifice, propriétés du gouvernement du Canada, et sous le contrôle de la Société, sont comptabilisés à leur coût estimatif.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à l'aide de taux fondés sur la vie utile estimative des actifs, à l'exception des améliorations locatives qui sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte de la convention de location ou de la durée de vie utile de l'immobilisation.

Actif	Durée de vie
Édifice commémoratif Victoria	40 ans
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 ans
Cabinets de collection et rayonnages	
Matériel de bureau et ameublement	10 ans
Matériel général	
Expositions permanentes	
Matériel de recherche	5 à 25 ans
Améliorations à l'édifice	
Améliorations locatives	5 ans à la fin de la durée du bail
Matériel informatique	3 ans

Lorsque les conditions indiquent qu'un actif ne contribue plus à la capacité de la Société à fournir des services, le coût de l'actif est réduit à sa valeur résiduelle le cas échéant.

G) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

La quasi-totalité des employés de la Société est couverte par le Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune

obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du Régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme une charge de l'exercice pendant laquelle les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont eu droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés. À la suite de diverses circonstances, la Société comptabilisera des indemnités de départ dans la période pendant laquelle l'événement se produira.

iii) Indemnités de congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie au cours de la période pendant laquelle les employés fournissent leurs services en retour des prestations. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation que font les employés en service des droits de congé de maladie. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante des employés actifs visés par ces prestations de congé de maladie.

H) Constatation des produits

i) Droits d'entrée et des programmes, opérations auxiliaires et produits divers

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des produits divers sont constatés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des produits reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et rendu les services.

ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus de particuliers, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont constatés comme produits à l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports avec affectations d'origine externe destinés à des projets ou à des charges spécifiques sont reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont encourues.

Les revenus de placement relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme produits reportés et ensuite constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice fiscal au cours duquel les charges connexes sont engagées.

iii) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Les commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est reconnue si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et avait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Les spécimens cédés aux collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accessibilité des collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été attribuée au spécimen; ii) l'acquisition a été approuvée; et iii) le transfert légal de l'objet à la Société a eu lieu.

iv) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada fournit du financement à la Société sous forme de crédits parlementaires.

- Les crédits parlementaires pour les charges de fonctionnement sont constatés comme produits au cours de l'exercice pour lequel ils sont approuvés.
- Les crédits parlementaires affectés à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont constatés à titre des crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des crédits parlementaires utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.
- Les crédits parlementaires affectés à des charges spécifiques sont indiqués comme crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

La Société a l'obligation de faire rapport sur l'utilisation des crédits dans son rapport annuel.

v) Placements affectés

Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds à épuisement du capital pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour des dépenses particulières sont reportés dans l'état de la situation financière et constatés comme produits dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les obligations connexes sont remplies et les dépenses connexes sont engagées.

vi) Placements

Les revenus de placement distribués du fonds à terme sont constatés comme des revenus dans l'état des résultats.

I) Services bénévoles

Les bénévoles consacrent chaque année au Musée un grand nombre d'heures. Puisqu'il est difficile d'évaluer sa juste valeur, cette prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

J) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie affectée, les placements affectés, les placements et les comptes débiteurs, tandis que les passifs financiers comprennent les créditeurs et les frais courus.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute baisse permanente de la valeur est reportée à l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments dans le coût lorsqu'ils sont initialement constatés.

K) Placements affectés

Les placements affectés au sein de la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO) comme fonds à épuisement du capital sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière, tandis que les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

L) Placements

Les placements dans la FCO en tant que fonds à terme de 10 ans sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

M) Ventilation des charges

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

3. Immobilisations

(en milliers dollars)

	30 sept. 2018			31 mars 2018		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	627	-	627	627	-	627
Édifice commémoratif Victoria	204 783	56 426	148 357	204 783	53 926	150 858
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	22 310	12 730	35 040	21 814	13 226
Expositions permanentes	10 122	3 722	6 400	10 011	3 217	6 794
Améliorations locatives	10 573	6 809	3 764	10 522	6 632	3 890
Matériel de recherche	4 335	2 287	2 048	3 596	2 157	1 439
Cabinets de collection et rayonnages	3 840	2 345	1 495	3 840	2 290	1 550
Améliorations à l'édifice	4 071	2 801	1 270	4 056	2 560	1 496
Matériel informatique	3 672	2 805	867	3 283	2 434	849
Matériel général	976	282	694	574	235	339
Matériel de bureau et ameublement	1 523	1 332	191	1 519	1 299	220
Travaux en cours - actifs	1 354	-	1 354	2 158	-	2 158
	280 916	101 119	179 797	280 009	96 563	183 446

La charge d'amortissement pour la période s'élève à 4 556 000 \$ (4 266 000 \$ au 30 septembre 2017). Au cours de la période terminée le 30 septembre 2018, la Société n'a pas vendu ni retiré des actifs.

4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur un domaine lui appartenant et situé à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous les coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031 en exerçant son droit d'achat pour dix dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>		30 sept. 2018	31 mars 2018
Total des versements minimaux futurs	(1)	45 500	47 250
Déduire : intérêts implicites		(19 999)	(21 278)
Valeur actualisée de l'obligation financière	(2)	25 501	25 972
Tranche à court terme		1 013	964
Tranche à long terme		24 488	25 008
		25 501	25 972

(1) Le total des sommes à payer en vertu du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.

(2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, en se basant sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 27 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite
Versements minimum futurs	1 750	3 500	3 500	3 500	3 500	29 750

5. Produits, apports et crédits parlementaires reportés

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2018	31 mars 2018
Apports reportés de sources non gouvernementales	2 297	3 028
Crédits parlementaires reportés	3 328	1 353
Total des apports et crédits parlementaires reportés	5 625	4 381
Produits reportés – prestation de biens et services	575	527
	6 200	4 908

Les changements aux produits, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2018	31 mars 2018
Solde au début de la période	4 908	5 793
Ajout :		
Apports affectés reçus	43	215
Crédits parlementaires affectés reçus	2 140	6 072
Produits et apports reportés pour la prestation de biens et services	423	1 076
	2 606	7 363
Moins :		
Apports affectés constatés	(835)	(459)
Crédits parlementaires affectés dépensés	(164)	(6 960)
Produits reportés pour la prestation de biens et services constatés	(315)	(829)
	(1 314)	(8 248)
Solde à la fin de la période	6 200	4 908

6. Financement des immobilisations reporté

Le financement reporté afférent aux immobilisations représente la tranche des crédits parlementaires et des apports de sources non gouvernementales utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables.

Le financement des immobilisations reporté se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2018	31 mars 2018
Utilisé pour l'acquisition :		
Financement des immobilisations reporté provenant d'apports de sources non gouvernementales	2 543	1 994
Financement des immobilisations reporté provenant des crédits parlementaires	163 853	167 528
	166 396	169 522

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2018	31 mars 2018
Solde au début de l'exercice	169 522	169 324
Ajout : Acquisitions d'immobilisations	907	8 151
Moins: Disposition d'immobilisations	-	(1)
	907	8 152
Moins montants constatés comme produits :		
Apports	(205)	(412)
Crédits parlementaires	(3 828)	(7 542)
	(4 033)	(7 954)
Solde à la fin de l'exercice	166 396	169 522

7. Investissement en immobilisations

L'investissement en immobilisations se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2018	31 mars 2018
Immobilisations	179 797	183 446
Moins montants financés par :		
Contrat de location-acquisition	(25 501)	(25 972)
Financement des immobilisations reporté	(166 396)	(169 522)
	(12 100)	(12 048)

La variation nette dans l'investissement en immobilisations est calculée comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2018	31 mars 2018
Acquisitions d'immobilisations	907	8 151
Moins : disposition d'immobilisation	-	(10)
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition	471	873
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement des immobilisations reporté	(907)	(8 151)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	471	863
Amortissement du financement des immobilisations reporté	4 033	7 954
Amortissement des immobilisations	(4 556)	(9 002)
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(52)	(185)

8. Crédits parlementaires

Pour remplir sa mission, la Société compte sur le financement du gouvernement, qui se présente comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre	2017	30 septembre	2017
	2018		2018	
Crédits parlementaires reçus et à recevoir :				
Budget des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	7 770	8 131	15 540	16 260
Crédits parlementaires reportés pour des dépenses en immobilisations à venir	(768)	(396)	(3 328)	(2 699)
Crédits parlementaires reportés utilisés au cours de la période pour réaliser des projets particuliers	-	-	1 352	2 240
Montant utilisé pour l'achat d'immobilisations amortissables	(85)	(1 271)	(153)	(2 789)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 934	1 789	3 828	3 503
Crédits parlementaires constatés durant la période	8 851	8 253	17 239	16 515

9. Droits d'entrée et des programmes

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Droits d'entrée – général	1 011	1 124	1 671	1 929
Droits d'entrée – expositions temporaires	197	-	258	20
Adhésions	136	141	231	240
Programmes	73	51	305	258
	1 417	1 316	2 465	2 447

10. Opérations auxiliaires

Les produits provenant des opérations auxiliaires se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Stationnement	252	279	437	504
Location des installations	132	250	345	500
Revenus de la boutique	166	9	312	18
Loyer de la cafétéria	18	20	34	37
	568	558	1 128	1 059

11. Apports

Les produits provenant des apports se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Apports et commandites en argent	299	292	656	505
Commandites en nature	99	59	206	317
Spécimens donnés aux fins des collections	50	2	50	26
	448	353	912	848

12. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits auprès d'apparentés du gouvernement du Canada:				
Droits d'entrée et des programmes	-	-	-	5
Opérations auxiliaires	-	8	8	23
Divers	3	71	37	145
	3	79	45	173

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Charges auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :				
Impôts fonciers	302	442	602	930
Coût du personnel	407	380	816	774
Services professionnels et spéciaux	-	3	86	4
Marketing et communications	10	2	10	114
Fret et transport	1	1	2	9
Réparations et entretien	-	-	1	-
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	1	1	1	4
	721	829	1 518	1 835

Les soldes auprès d'apparentés du gouvernement du Canada à la fin de la période se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2018	31 mars 2018
Dues de ministères et organismes gouvernementaux	112	250
Dues à des ministères et organismes gouvernementaux	1 886	971

13. Sommaire des charges par objets

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Coût du personnel	3 806	3 607	7 607	7 004
Amortissement des immobilisations	2 299	2 177	4 556	4 266
Exploitation et entretien des édifices	1 024	859	1 886	1 624
Services professionnels et spéciaux	839	894	1 625	1 613
Impôts fonciers	613	808	1 188	1 523
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	637	659	1 280	1 324
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	302	343	660	639
Marketing et communications	314	280	612	646
Expositions	273	20	672	106
Frais de déplacement	124	51	252	112
Réparations et entretien	121	193	244	346
Coût des marchandises vendues - natureBOUTIQUE	73	-	137	-
Spécimens aux fins des collections	50	17	50	26
Fret et transport	19	23	28	23
Divers	-	-	113	115
	10 494	9 931	20 910	19 367

14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de la période en cours.

RAPPORT DE GESTION

Vue d'ensemble

Ces états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels audités du Musée canadien de la nature pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 et avec la présentation narrative incluse dans le présent rapport financier trimestriel.

Le principal objectif du Musée canadien de la nature est de remplir son mandat national, tel que décrit dans la Loi sur les musées, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilisation établi dans cette loi et dans la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques. À cette fin, le conseil d'administration et la direction du Musée s'engagent à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée de manière transparente et responsable et à optimiser la valeur de la contribution du Musée aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent l'intention d'être une source de premier plan de connaissances sur l'histoire naturelle et d'investigation scientifique pour les scientifiques et le public, apportant ainsi une perspective distinctement canadienne au corpus de connaissances mondial. Le Musée diffusera les résultats de cette enquête scientifique, contribuant ainsi à inspirer les Canadiens à agir de manière consciente au sujet de l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée souhaite également continuer à faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière en obtenant des résultats significatifs et mesurables.

La viabilité financière a été et continuera d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies conçues pour gérer les pressions connues et anticipées. Une approche de gestion du risque d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et pressions en faveur de la vision d'être une institution nationale offrant un maximum de valeur et de service au public.

Produits

Les produits pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2018 s'élèvent à 4 974 000 \$ ce qui représente une augmentation de 195 000 \$ ou 4% par rapport aux 4 779 000 \$ des six mois de l'exercice précédent. Cette augmentation est due principalement à la comptabilisation des apports affectés liés au projet de numérisation de spécimens de l'Arctique et à la conversion de la Boutique Nature à un modèle d'entreprise hybride plutôt qu'une opération de location.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2018 s'élèvent à 17 239 000 \$, comparativement à 16 515 000 \$ pour les six mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable aux crédits parlementaires reçus et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables et à la variation des crédits d'immobilisation reportés.

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2018 s'élèvent à 2 669 000 \$ ce qui représente une augmentation de 233 000 \$ ou 10 % par rapport aux 2 436 000 \$ des trois mois de l'exercice précédent. Cette augmentation est due principalement à la hausse des revenus liés aux droits d'entrée et d'adhésion et à la comptabilisation des apports affectés liés au projet de numérisation de spécimens de l'Arctique.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2018 s'élèvent à 8 851 000 \$, comparativement à 8 253 000 \$ pour les trois mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable aux crédits parlementaires reçus et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables et à la variation dans le financement des immobilisations reporté.

Charges

Les charges pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2018 s'élèvent à 20 910 000 \$, comparativement à 19 367 000 \$ pour les six mois de l'exercice précédent, soit une augmentation de 1 543 000 \$ ou 8%. Cette hausse est due à une augmentation de 600 000 \$ attribuable aux dépenses d'exposition se rapportant à l'exposition majeure temporaire : *Le cerveau vu de l'intérieur*, une augmentation de 135 000 \$ attribuable à l'exploitation de la nouvelle Boutique Nature, une augmentation de 150 000 \$ attribuable aux frais de déplacement, une augmentation de 600 000 \$ attribuable aux coûts de personnel et de formation liés à la

recherche et aux collections et la capitalisation des coûts de personnel durant 2017-2018, et une augmentation de 58 000 \$ attribuable aux coûts d'exploitation et entretien des édifices.

Les charges pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2018 s'élèvent à 10 494 000 \$, comparativement à 9 931 000 \$ pour les trois mois de l'exercice précédent, soit une augmentation de 563 000 \$ ou 6 %. Cette hausse est due à une augmentation de 253 000 \$ attribuable aux dépenses d'expositions en raison de l'exposition majeure temporaire : *Le cerveau vu de l'intérieur*, à une augmentation de 70 000 \$ attribuable à l'exploitation de la nouvelle Boutique Nature, à une augmentation de 70 000 \$ au chapitre des frais de déplacement, et à une augmentation de 170 000 \$ des coûts de personnel et de formation liés à la recherche et aux collections.

Résultats d'exploitation nets

Le résultat d'exploitation net pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2018 était un surplus de 1 303 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à l'augmentation des crédits reçus et utilisés pour l'achat d'immobilisations et à un décalage de la comptabilisation des charges des programmes prévus plus tard dans l'exercice. Cette différence est compensée en partie par des charges de 52 000 \$ attribuables au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition.

Le résultat d'exploitation net pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2018 était un surplus de 1 026 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à l'augmentation des crédits reçus et utilisés pour l'achat d'immobilisations et un décalage de la comptabilisation des charges de programmes prévus plus tard dans l'exercice. Cette différence est compensée en partie par des charges de 24 000 \$ attribuables au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition.

État de la situation financière

Actif

Le niveau de trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée de 16 282 000 \$ au 30 septembre 2018 représente une augmentation de 1 206 000 \$ ou 8 % par rapport aux 15 076 000 \$ du 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à une différence temporelle dans le paiement de factures.

Les immobilisations ont diminué à 179 797 000 \$ au 30 septembre 2018 par rapport à 183 446 000 \$ au 31 mars 2018, principalement à cause des charges d'amortissement compensées par l'acquisition d'immobilisations.

Passif

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés sont de 6 200 000 \$ au 30 septembre 2018 par rapport à 4 908 000 \$ au 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement attribuable aux crédits parlementaires reportés, reçus pour l'achat d'immobilisations.

Le financement des immobilisations reporté a diminué à 166 396 000 \$ au 30 septembre 2018 par rapport à 169 522 000 \$ au 31 mars 2018, puisqu'il est comptabilisé comme produit au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes.

Déficit accumulé

Le déficit accumulé de 2 851 000 \$ au 30 septembre 2018 est attribuable au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition. Ce traitement comptable gardera le Musée dans une position de déficit pendant de nombreuses années, en raison de la charge d'intérêt sur l'obligation découlant du contrat de location-acquisition qui est plus élevée dans les premières années que dans les dernières années du bail. En conséquence, le déficit accumulé afférent à ce traitement comptable commencera à s'inverser en 2019-2020, jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé à la fin du bail, en 2031. Ce traitement comptable n'affecte aucunement les mouvements de trésorerie ni la stabilité financière du Musée.

ANALYSE DES RISQUES

Le Musée a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise conçu pour gérer efficacement et de manière proactive les risques qui pourraient l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Le Plan d'entreprise du Musée identifie quatre risques et stratégies d'atténuation connexes. L'étape d'atténuation des risques implique l'élaboration de stratégies d'atténuation conçues pour gérer, éliminer ou réduire les risques à un niveau acceptable, idéalement faible. Une fois qu'une stratégie est mise en œuvre, elle est continuellement surveillée pour en évaluer l'efficacité, dans le but de pouvoir la recadrer si nécessaire.

Le résumé des principaux risques et des stratégies d'atténuation se présente comme suit :

1. **Avancement** : risque que le bassin de donateurs restreint limite les ressources financières disponibles pour soutenir l'investissement requis pour la mise en œuvre initiale des initiatives stratégiques. Ce risque est atténué par un programme d'avancement complet, mené par une équipe de professionnels de la collecte de fonds et un nouveau groupe de bénévoles dévoués et de membres du Conseil d'administration.
2. **Déficit structurel** : risque que le déficit structurel continue à augmenter en raison d'un rythme de croissance des dépenses (services publics, impôts fonciers, inflation, etc.) supérieur à celui des recettes. Ce risque est atténué par un processus continu d'examen des dépenses, surveillance des revenus d'adhésion et la croissance des recettes commerciales.
3. **Succession** : risque qu'un nombre important d'employés soient admissibles à la retraite, ce qui entraînerait une perte de mémoire d'entreprise et de compétences importantes. Pour atténuer ce risque, le Musée a élaboré un plan de relève dont il assure le suivi. Ce plan couvre aussi le développement des compétences.
4. **Budget 2016** : risque que les projets d'immobilisations financés par le Budget de 2016 ne soient pas terminés à temps et dans les budgets prévus. Le suivi trimestriel à l'interne garantira que le Musée remplit ses engagements de dépenses.